

Echo d'Iran

Bulletin d'informations sur le mouvement ouvrier en Iran

Dans ce numéro

• L'année change, la violence reste, l'injustice augmente	2
• Iran : un nouveau soulèvement populaire.....	4
• Greve des travailleurs de la compagnie Sucre du Moyen-orient de Shush.....	5
• À Asaluyeh, cœur de l'économie énergétique iranienne, les travailleurs entrent en lutte.....	6
• Soutien du Syndicat VAHED à la protestation des travailleurs sous-traitants de Pars du sud.....	8
• Toutes les 12 heures, un.e travailleur.euse se suicide en Iran.....	9
• Un médecin se serait suicide tous les dix jours.....	10
• Déclaration commune de quatre organisations indépendantes	11
• Mort suspecte de l'avocat des droits humains Khosro Alikordi	12
• les funérailles d'Alikordi deviennent une occasion d'action convergente des monarchistes et du régime.....	15
• Communiqué du Syndicat VAHED : Anisha Asadollahi doit être libérée.....	16
• Le massacre social des immigré.es afghan.es.....	17
• Quand respirer devient un luxe – la crise nationale de la pollution de l'air	19
• Greve des travailleurs de la mine d'or de Zarreh-shouran a Takab.....	20
• 1344 kolbars tués ou blessés entre 2017 et 2023	21
• L'état de santé de la prisonnière kurde Zeinab Jalalian se détériore.....	22
• La campagne « Les mardis contre la peine de mort » entre dans sa centième semaine.....	23
• Iran : Au moins 260 prisonnier.es exécuté.es en novembre 2025	24



En 2026, l'Echo d'Iran souhaite une année de paix, de justice, de solidarité et de lutte pour transformer la société et atteindre un monde plus juste

L'ANNEE CHANGE, LA VIOLENCE RESTE, L'INJUSTICE AUGMENTE

Un chiffre disparaît du calendrier, un autre le remplace. L'année 2025 s'achève, mais le monde qu'elle laisse derrière elle demeure structurée par la guerre, la domination et l'exploitation. Le temps avance ; la machine de mort, elle, ne s'arrête jamais.

En 2025, les idéologies et les appareils organisés de destruction — des groupes jihadistes aux États qui se parent du droit international pour tuer — ont continué de broyer des vies par milliers. Les massacres perpétrés par l'État israélien en Palestine et au Liban ont atteint une ampleur que même les grandes pandémies n'ont pas connue. Car la maladie tue sans discours ; les États, eux, assassinent en invoquant la morale et la « légitime défense ».

L'escalade militaire menée par Israël et les États-Unis contre l'Iran a encore aggravé une situation déjà explosive. Comme toujours, ce sont les peuples qui paient : sanctions, inflation, pénuries, appauvrissement. La guerre est un choix politique ; sa facture est sociale et frappe d'abord les classes populaires.

Dans le même temps, des milliers de réfugié·e·s restent piégé·e·s aux frontières de l'Europe, dans les centres de détention américains, en Turquie, en Iran et ailleurs. Ils ne sont pas des chiffres, mais les victimes d'un ordre mondial fondé sur l'exclusion, le racisme et la hiérarchisation des vies.

En Iran, la République islamique conjugue répression politique et violence sociale. Le nombre des exécutions s'allonge dramatiquement, pendant que le pain, ce droit élémentaire, est devenu un luxe. Face à cette asphyxie, la population est de nouveau descendue dans la rue, les mains nues, face à un appareil répressif surarmé.

Changer d'année ne changera rien tant que perdureront les

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) structures impérialistes, la logique guerrière et l'exploitation capitaliste. L'histoire n'avance pas au rythme des calendriers, mais par les luttes. Dans ce monde, la neutralité n'existe pas : se taire face à la violence des puissants, c'est déjà choisir leur camp.

Iran : le peuple face à un régime en déroute

L'Iran traverse une crise sans précédent. Économie effondrée, pollution mortelle, pénuries d'eau et d'électricité, forêts centenaires détruites... le pays est au bord du gouffre. Et au cœur de cette débâcle, un régime islamique affaibli et corrompu, isolé sur la scène internationale, incapable de répondre aux besoins fondamentaux de sa population.

Derrière les discours officiels, le pouvoir s'appuie sur des réseaux mafieux qui contrôlent l'économie, l'administration et les ressources naturelles. Du pétrole à l'agriculture, de l'immobilier à l'énergie, les élites détournent des milliards au détriment de l'ensemble de la population. Chaque année, près de 150 milliards de dollars sont engloutis dans des subventions inutiles au profit de bandes mafieuses piliers du régime de la République Islamique d'Iran, alors que l'éducation, la santé et la protection sociale restent dramatiquement insuffisantes.

Les conséquences sur la vie quotidienne sont effarantes : villes paralysées par le manque d'eau potable, air irrespirable qui tue chaque année des dizaines de milliers de personnes, incendies dévastateurs dans les forêts, disparition de la biodiversité. La crise environnementale est un enjeu vital pour le pays.

Mais face à cette gestion catastrophique, la société iranienne ne se résigne pas. Femmes, jeunes, enseignant.es, infirmier.es, oeuvrir.es, retraité.es et défenseurs de l'environnement se mobilisent. Leurs actions, parfois discrètes mais constantes, montrent que le peuple reprend l'initiative. Les mouvements populaires transcendent les anciens partis politiques et construisent un projet collectif, démocratique et inclusif, basé sur l'égalité et la justice sociale.

Le mouvement social iranien réclame des libertés politiques inconditionnelles, la fin de toutes les discriminations et une protection sociale universelle : santé et éducation gratuites, logement social, assurance chômage et prise en charge des plus vulnérables. Ces revendications, aujourd'hui au cœur des protestations, visent à transformer un pays dévasté en une société juste et durable.

L'Iran est à un tournant historique. Le pouvoir est en crise, mais la mobilisation populaire s'organise, prend de l'ampleur et devient une force politique incontournable. L'avenir du pays dépend désormais de celles et ceux qui le font vivre au quotidien : le peuple lui-même•



6 janvier, Abadan, Iran

Iran : un nouveau soulèvement populaire

Début des mobilisations

Les récentes mobilisations en Iran ont débuté le dimanche 28 décembre par une grève de commerçants du bazar de Téhéran, face à la chute vertigineuse de la monnaie nationale et à l'hyperinflation rendant l'activité économique imprévisible. Elles se sont rapidement étendues aux étudiant·e·s et aux classes populaires dans de nombreuses villes, exprimant un rejet général de la pauvreté, des inégalités sociales extrêmes et de la tyrannie.



Riposte du pouvoir

Le gouvernement a cherché à apaiser les protestataires du bazar par des concessions fiscales, tout en fermant les universités contestataires et en renforçant la répression et les dispositifs sécuritaires contre la jeunesse et les classes populaires mobilisées. Mais le mouvement se poursuit, touchant au moins 88 villes, en particulier des petites et moyennes, tandis que certaines grandes métropoles connaissent également des mobilisations dans certains quartiers.

Au neuvième jour de cette mobilisation, plus d'un millier de personnes ont été arrêtées, dont de nombreux·ses adolescent·e·s, et au moins trente-six manifestants, dont deux adolescents, ont été tués. Deux membres des forces de répression sont également morts.

Colère sociale profonde

Les jeunes, et notamment les étudiant·e·s, forment le cœur de ces mobilisations, avec une participation notable des habitant.e.s des petites villes défavorisées, durement touché.e.s par l'inflation, la chute de la monnaie nationale et la hausse des prix.

Cette mobilisation reflète une colère sociale profonde et durable, issue de décennies d'injustices, de précarité et de répression, et non d'une simple fluctuation monétaire. L'aggravation des inégalités et de la pauvreté résulte d'une crise structurelle du système politico-économique iranien, renforcée par les sanctions internationales, une gouvernance marquée par la corruption et le clientélisme, ainsi que par les politiques menées par la République islamique.

Face à ces mobilisations, les autorités répondent par la répression, les arrestations massives et la violence. Toutefois, l'expérience des mouvements de 2017, 2019 et 2022 montre que cette stratégie n'a jamais permis d'imposer durablement la soumission. Les protestations actuelles s'inscrivent ainsi dans une continuité de contestations récurrentes.

Des tentatives d'instrumentalisation et leurs conséquences

Les États-Unis et Israël ont tenté d'instrumentaliser ces mobilisations dans le contexte de leur conflit avec la République islamique, sous prétexte de "défendre le peuple iranien", malgré leur rôle dans des violences inouïes contre des civils dans la région et au-delà.

Enfin, les déclarations récentes des dirigeants américains et israéliens, ainsi que des services de renseignement, ont fourni à la République islamique un prétexte supplémentaire pour intensifier la répression, justifier les arrestations et accuser les manifestant·e·s d'agir pour des intérêts étrangers. libérer » l'Iran. (Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) Ils ont même manipulé des vidéos et falsifié des slogans de manifestations afin de présenter le fils de l'ancien Chah comme un leader populaire. Ces manœuvres ont discrédité le courant monarchiste et renforcé le rejet des manifestant·e·s, qui réaffirment leur refus de toute tutelle ou autorité imposée.

Perspectives et Solidarité

Quant aux mobilisations populaires, il est difficile de prévoir leur durée ou leur capacité à faire reculer le pouvoir ; d'autant qu'elles ne sont pas encore entrées dans une phase politique structurée, malgré les slogans radicaux tels que « mort au dictateur », et qu'aucune alternative politique crédible n'existe. Cette colère répandue ne pourra se transformer en force efficace que par la convergence du mouvement de protestation générale et des luttes dans les lieux de travail, les quartiers populaires et les universités.

Toutefois, la jeunesse et les classes populaires d'Iran méritent le soutien international des forces sociales et politiques solidaires dans leurs luttes contre la vie chère, les injustices sociales et la tyrannie•

GREVE DES TRAVAILLEURS DE LA COMPAGNIE « SUCRE DU MOYEN-ORIENT » DE SHUSH

Le dimanche 28 décembre 2025, la grève des travailleurs de la « Compagnie du Sucre du Moyen-Orient », qui a commencé lundi 21, est entrée, dans son septième jour. Comme les jours précédents, les travailleurs se sont rassemblés devant l'entrée de l'usine et ont scandé des slogans afin de réclamer la prise en compte de leurs revendications légales et légitimes.



Selon les déclarations des travailleurs de la compagnie, bien que sept jours se soient écoulés depuis le début de cette grève et de ces protestations, aucun responsable de l'entreprise, du Bureau du travail ni des autres institutions gouvernementales compétentes n'a accepté de répondre aux protestations et aux revendications des travailleurs. Il semble qu'ils cherchent, par leur indifférence aux revendications des travailleurs, à user leur lutte légitime et, par la menace et l'intimidation, à mettre fin à la grève sans satisfaire les revendications légales des travailleurs.

Néanmoins, les travailleurs en lutte de la « Compagnie du Sucre du Moyen-Orient » de Shush ont déclaré avec détermination qu'ils poursuivront la grève et les manifestations jusqu'à l'obtention de leurs revendications légales et légitimes.

Cette mobilisation a commencé à la suite du licenciement de trois travailleurs revendicatifs, intervenu avec le soutien du Services du renseignement, du Parquet et de l'Inspection du travail de Shush.

Principales revendications des travailleurs :

- Le versement de l'indemnité de repas
- Le calcul correct des heures supplémentaires et du travail du vendredi
- La création d'un conseil ouvrier au sein de l'usine
- La réforme globale du système de classification des emplois
- La résolution du problème des horaires de travail lourds et prolongés

Le Syndicat des travailleurs de la Compagnie du Sucre de Haft-Tapeh soutient les revendications et les demandes des travailleurs de la « Compagnie du Sucre du Moyen-Orient » (Shush) et appelle à un soutien total et solidaire de l'ensemble des travailleurs des différents secteurs du travail et de la production en faveur des grévistes•

À ASALUYEH, CŒUR DU SECTEUR ENERGETIQUE IRANIEN, LES TRAVAILLEUR-EUSES ENTRENT EN LUTTE



Depuis 18 semaines, les travailleurs précaires du site d'Asaluyeh (sud de l'Iran) de l'entreprise « Pars du sud » manifestent pour obtenir la prise en compte de leurs revendications. Mais les autorités continuent de les ignorer.

Après 18 semaines de mobilisation ininterrompue, l'un des plus grands rassemblements de travailleurs de l'industrie pétrolière et gazière iranienne s'est tenu le mardi 9 décembre 2025. Les ouvriers de « Pars du sud » qui prévoyaient depuis longtemps de se rassembler devant la préfecture d'Asaluyeh, ont trouvé les voies d'accès bloquées. Cela ne les a toutefois pas arrêtés : les manifestations se sont finalement déroulées simultanément en trois points névralgiques de la ville - la place Mohammad Rasoulallah, la place de la Municipalité et le carrefour d'Asaluyeh.

Dans son rapport, le Syndicat libre des travailleurs/euses d'Iran a estimé le nombre de manifestants à environ cinq mille, qualifiant cette mobilisation de « l'un des plus grands rassemblements de protestation de l'histoire de l'industrie pétrolière iranienne depuis près de cinq décennies ». Le rassemblement a débuté à 9 heures du matin sur la place Soleimani, puis la foule a marché en direction du bureau du gouverneur, scandant : « Il faut interdire la sous-traitance ! »

Des revendications répétées, restées sans réponse

Les travailleurs dénoncent des promesses répétées depuis des années et restées sans effet. Leurs revendications actuelles portent notamment sur :

- La mise en œuvre complète du plan de classification des emplois pour harmoniser les salaires ;
- L'application du système de rotation « deux semaines de travail – deux semaines de repos » au personnel administratif et de soutien ;
- La clarification du statut professionnel des chauffeurs de camions, ainsi que du personnel de sécurité et des journaliers ;
- Le versement d'indemnités liées à la réduction des infrastructures des dortoirs et la mise en place de liaisons aériennes pour les déplacements longue distance ;
- Enfin, l'application du droit du travail et des normes professionnelles en vigueur à l'ensemble des salarié.es de la zone... *(Lire la suite en page suivante) →*

← (suite de la page précédente)

Certains militants syndicaux, dont Mirghaffari, dirigeant de l'Association des travailleurs/euses de la raffinerie de « Pars du sud », ont déclaré à l'agence de presse iranienne ILNA que, malgré quelques avancées sur certains points ces derniers mois, « les principaux éléments du plan et des revendications » restent sans réponse, alimentant ainsi la poursuite des manifestations.

Ces protestations ne sont pas nouvelles : elles se poursuivent depuis plusieurs années. L'an dernier, les travailleurs du complexe avaient organisé à plusieurs reprises des rassemblements hebdomadaires. Après avoir reçu des promesses de suivi de leurs revendications, ils/elles avaient temporairement suspendu leurs actions - promesses qui, selon eux n'ont jamais été tenues. Les années précédentes, quelques-uns de ces travailleurs avaient déjà été arrêtés à plusieurs reprises lors de manifestations. Leurs mobilisations portent généralement sur les inégalités salariales persistantes, les conditions difficiles du travail posté, les conditions de vie précaires dans les cantonnements et l'instabilité de l'emploi pour ceux employés sous contrat précaire.

Pourquoi Asaluyeh est-il stratégique ?

Le choix d'Asaluyeh comme épicentre de cette mobilisation n'est pas fortuit. « Pars du sud » et la zone industrielle environnante constituent le principal pôle de l'industrie gazière iranienne et l'un des piliers de ses exportations pétrochimiques. Selon des analyses économiques, les secteurs du gaz et de la pétrochimie basés à Asaluyeh contribuent à plus de la moitié du revenu national iranien. La production y atteint chaque jour environ 50 millions de mètres cubes de méthane, 75 000 barils de condensat de gaz, ainsi que d'importantes quantités de gaz liquéfié et d'éthane, alimentant les usines pétrochimiques du pays.

Autrement dit, les travailleurs qui défilent dans les rues d'Asaluyeh constituent la main-d'œuvre qui fait vivre ce que le gouvernement appelle le « cœur battant » de l'économie énergétique iranienne.

Un enjeu géopolitique

Cette importance économique a également transformé Asaluyeh en cible militaire et géopolitique. En juin 2025, des frappes israéliennes ont touché le secteur 14 du complexe de « Pars du sud » ainsi que plusieurs installations d'Asaluyeh, sans oublier un dépôt de carburant dans le quartier de Shahran à Téhéran. En représailles, l'Iran a lancé des missiles sur le port de Haïfa, plaque tournante logistique d'Israël.

Un haut diplomate iranien a qualifié l'attaque d'« agression flagrante » et de « grave erreur stratégique », avertissant que l'extension du conflit au golfe Persique pourrait mettre en péril la sécurité énergétique mondiale et faire planer le spectre d'une guerre énergétique régionale. Les analystes soulignent qu'une perturbation majeure à Asaluyeh ne se limiterait pas aux seules pertes de recettes d'exportation pour l'Iran : elle pourrait également entraîner des coupures d'électricité, des pannes de pompes à eau et des interruptions de communications à l'intérieur du pays, avec un risque accru de troubles sociaux.

Une contradiction au cœur de l'économie iranienne

Dans ce contexte, la mobilisation des travailleurs de « Pars du sud » dépasse le simple conflit social local. Elle met en lumière une contradiction flagrante au cœur de l'économie de la République islamique : ces installations, considérées comme des atouts stratégiques nationaux, défendues au nom de la « sécurité nationale » et mobilisées comme levier dans les conflits régionaux, sont en réalité des lieux où des milliers de travailleurs contractuels vivent dans des cantonnements précaires, subissent des horaires de travail épuisants et doivent se battre pour l'égalité salariale et la sécurité de l'emploi.

Alors que régime de Téhéran considère Asaluyeh comme une « ligne rouge » sur le plan géopolitique, les gouvernants n'ont toutefois pas encore abordé avec la même urgence les droits et les conditions des travailleurs faisant fonctionner cette zone stratégique•

La lutte continue!

SOUTIEN DU SYNDICAT DES TRAVAILLEURS/EUSES DE LA COMPAGNIE DES AUTOBUS DE TEHERAN ET DE SA BANLIEUE (VAHED) A LA PROTESTATION DES TRAVAILLEURS SOUS-TRAITANTS DE PARS DU SUD



Le Syndicat des Travailleurs/euses de la Compagnie des autobus de Téhéran et de sa banlieue (VAHED), avec fierté et dans un souci de responsabilité, conformément à son devoir de classe et syndical, apporte son soutien ferme au rassemblement de protestation de plus de cinq mille travailleurs sous-traitants laborieux et dignes de la compagnie « Pars du sud », qui s'est tenu le mardi le 9 décembre 2025 à Asalueh.

Ce rassemblement, accompagné des slogans clairs et des revendications pleinement légitimes et humaines, constitue un symbole évident de la conscience, de la solidarité et de la volonté ferme de la classe ouvrière iranienne pour obtenir ses droits bafoués. Des travailleurs confrontés à des salaires dérisoires, des conditions de travail difficiles, la précarité de leur emploi et à une injustice chronique dans le système de rémunération, ont fait aujourd'hui entendre publiquement leur voix.

Des revendications telles que :

- La réforme du plan de classification des emplois et l'harmonisation des salaires ;
- L'application du système de rotation « deux semaines de travail - deux semaines de repos » au personnel administratif et de soutien ;
- La clarification du statut des chauffeurs de véhicules de location ;
- L'application du droit du travail et des normes professionnelles en vigueur au personnels de sécurité et de soutien ;
- Le versement d'indemnités de cantonnement et la mise en place des déplacements aériens ;

Des revendications qui sont toutes évidentes et légitimes, réclamées depuis des années par les travailleurs, mais qui sont restées sans réponse.

Nous, les Travailleurs/euses de la Compagnie Vahed, avons nous-mêmes goûté à l'amertume de l'injustice, de la répression, du licenciement, de la prison et du mépris des revendications professionnelles. Nous savons parfaitement que la seule voie pour obtenir nos droits humains est l'unité, la solidarité, la résistance collective et une organisation syndicale indépendante des travailleurs.

C'est pourquoi, tout en déclarant notre entière solidarité avec les travailleurs de la compagnie « Pars du sud », nous exigeons que les responsables répondent immédiatement à leurs revendications et mettent fin aux politiques discriminatoires à l'encontre des travailleurs sous contrat.

Vive la solidarité des Travailleurs/euses

La solution pour les travailleurs, c'est l'unité et l'organisation

Syndicat des Travailleurs/euses de la Compagnie des autobus de Téhéran et de sa banlieue (VAHED)

TOUTES LES 12 HEURES, UN OU UNE TRAVAILLEUR-EUSE SE SUICIDE

Ces dernières années, avec l'aggravation de la crise sociale et des conditions de vie en Iran, les suicides des travailleur-euse confronté.es à la pauvreté ne cessent d'augmenter.

Le suicide lié à la misère et à la pression du travail n'est pas un phénomène propre à l'Iran : nous assistons chaque jour à ces drames dans l'ensemble des sociétés capitalistes.



À l'heure où le système capitaliste mondial traverse de profondes crises et où le néolibéralisme impose des politiques d'austérité à des milliards de travailleurs, à leurs familles et aux classes moyennes, les conditions de travail, de vie et de subsistance deviennent de plus en plus insupportables. L'insécurité de l'emploi s'aggrave, les licenciements se multiplient, les protections sociales — assurance maladie, chômage et retraite — sont réduites, la santé et l'éducation sont marchandisées, et la pauvreté s'étend à un niveau intolérable. Dans ce contexte, le suicide doit aussi être considéré comme l'un des « produits » du capitalisme.

Dans toutes les sociétés du monde, la lutte des classes entre le travail et le capital est une réalité permanente. La situation de la classe ouvrière et les formes de sa lutte varient selon les contextes politiques, économiques, sociaux et géographiques. Mais partout, l'existence d'organisations indépendantes de travailleurs et de salariés est vitale. C'est grâce à ces organisations que les travailleurs peuvent agir collectivement comme une force unie, exercer une pression sur les employeurs et l'État capitaliste, et défendre leurs droits.

Aujourd'hui en Iran, nul ne peut nier que la situation de chaque travailleur dépend, d'une part, de la condition générale de la classe ouvrière dans la société et, d'autre part, des politiques ouvertement anti-ouvrières de l'État. Dans un pays où les inégalités sont bien plus marquées que dans les pays avancés, la classe ouvrière subit une répression brutale. Toute protestation ou grève, en l'absence d'organisations indépendantes, non seulement n'aboutit pas, mais se heurte aux menaces, aux arrestations, à la prison et à la torture.

Le chômage et la menace permanente de perdre son emploi pèsent quotidiennement sur les travailleurs. Une inflation galopante et une cherté de la vie vertigineuse, combinées à des salaires dérisoires, des contrats temporaires et la menace de licenciement en cas de protestation, maintiennent les travailleurs en permanence sous le seuil de pauvreté. En cas de contestation et de perte d'emploi, ils sont contraints de voir, impuissants, la destruction de leur propre vie et de celle de leur famille sous l'effet de la misère et de la faim. Incapables d'assurer même les dépenses minimales de la vie quotidienne, ils se sentent continuellement humiliés devant leurs proches. Lorsqu'ils se retrouvent au chômage, privés de toute forme de soutien, certains en viennent à considérer le suicide comme la seule issue.

Nous avons été témoins de cas où des collègues de classe de travailleurs ayant mis fin à leurs jours sont restés des spectateurs passifs de ces tragédies. Parce qu'ils vivent eux-mêmes dans des conditions tout aussi précaires, ils n'ont pas été en mesure d'empêcher ces drames. Aujourd'hui, alors que le suicide des travailleurs se produit de manière répétée, il constitue une expression violente des pathologies de l'aliénation humaine au sein des rapports capitalistes.

La vulnérabilité d'un travailleur non organisé est bien plus grande que celle d'un travailleur syndiqué. Le travailleur dépourvu d'organisation est beaucoup plus rapidement exposé aux abus patronaux, au chômage et à la perte de tout moyen de subsistance. L'organisation apporte avec elle l'entraide, l'unité et la solidarité. Grâce aux conventions collectives, les travailleurs peuvent négocier avec les employeurs, bénéficier d'un soutien financier minimal via... (Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) les cotisations syndicales et être couverts par l'assurance chômage.

Face au capitaliste qui dépossède le travailleur de son propre produit, le travailleur organisé retrouve de la solidarité au sein de la collectivité organisée, en dehors du cadre strict du travail. Il ne se perçoit plus comme un individu isolé, mais comme faisant partie d'une force sociale capable, par la protestation et la grève, de contraindre l'employeur à céder et à rendre des comptes.

Le suicide, cette tragédie humaine, atteint son paroxysme au cœur des crises économiques du capital. Pourtant, cette issue funeste peut être évitée lorsqu'existent des organisations de classe indépendantes, puissantes et capables de défendre efficacement les conditions de vie et de travail des travailleurs.

La classe ouvrière iranienne est confrontée quotidiennement à de graves difficultés matérielles, ce qui rend aujourd'hui plus que jamais indispensable et vital le processus d'organisation collective. Les travailleurs en Iran sont conscients de l'importance et de la nécessité d'organisations de classe et syndicales indépendantes. Mais le régime en place, lui aussi pleinement conscient de leur rôle et de leur portée, empêche par tous les moyens et par la violence leur émergence, tout en réprimant les militants syndicaux.

Selon des statistiques largement inférieures à la réalité dissimulée, le suicide des travailleurs en Iran représente plus de 33 % de l'ensemble des suicides. Il n'est pas exagéré d'affirmer que le suicide des travailleurs en Iran relève de la catégorie des meurtres d'État, dans un pays qui détient l'un des records mondiaux en matière de peines inhumaines et d'exécutions•

UN MEDECIN IRANIEN SE SERAIT SUICIDE TOUS LES DIX JOURS

Victime d'une émigration galopante et des sanctions occidentales qui pèsent sur l'approvisionnement en équipement et en médicaments, le secteur médical iranien est en crise. Au point qu'on constate depuis plus d'un an une augmentation des suicides, notamment parmi les internes et les jeunes médecins. Un phénomène très inquiétant pour le pays.



Ces derniers temps, les suicides de médecins et d'internes en médecine font les gros titres de la presse en Iran. Il est vrai que, partout dans le monde, les métiers de la santé sont particulièrement à risque en matière de suicide [même si certaines études empiriques contredisent cette hypothèse], mais en Iran, on est frappé par l'évolution des chiffres. L'an dernier, selon différents rapports, un médecin iranien se serait suicidé tous les dix jours.

Il n'existe pas de statistiques officielles sur le suicide en Iran, mais selon la psychologue Nazila Shahmansouri, "à la fin de l'année 2024, le taux de suicide (général) dans le pays s'élevait à 5,1 cas pour 100 000 habitants, et il a depuis augmenté pour atteindre environ 7,4".

Pas de quoi louer un appartement à Téhéran

Quoi qu'il en soit, ces suicides aggravent les difficultés du secteur médical en Iran, déjà mis à rude épreuve par l'émigration des médecins et des infirmières, par la dégradation des infrastructures hospitalières et par l'incapacité du gouvernement à importer des médicaments et des équipements en raison des sanctions américaines.

Les autorités ont beau soutenir que la situation s'améliore, tout indique au contraire qu'elle se détériore et qu'elle risque même de s'aggraver dans les prochaines années•

Vague d'arrestations de militant·es et intellectuel·les de gauche

Une vague d'arrestations de chercheur·e·s et d'intellectuel·les de la gauche critique est en cours en Iran. Tous et toutes appartiennent à des cercles de pensée de gauche engagée, un espace intellectuel de plus en plus criminalisé par le régime.



La convocation et l'arrestation des militants et des intellectuels constituent une intensification de l'oppression et de la répression de la liberté

Le matin du 3 novembre 2025, des agents de sécurité ont pénétré au domicile de Parviz Sedaghat, écrivain, traducteur et chercheur en économie. Ils l'ont arrêté après avoir saisi ses effets personnels. Les agents de sécurité ont également convoqué Mohammad Maljou et ont emporté avec eux ses effets personnels. Ces derniers jours, lors d'une opération similaire, les forces de sécurité ont arrêté Mahsa Asadollahnejad, Shirin Karimi et Heyman Rahimi. Elles ont ensuite également convoqué Keyvan Mohtadi. La vie et les activités des personnes arrêtées ont un point commun : leurs activités intellectuelles et culturelles, leur travail sociétal et leur soutien aux droits fondamentaux de la population.

Nous, organisations indépendantes de travailleurs/euses et de retraité·es, condamnons ces convocations et arrestations, ainsi que les atteintes à la vie privée des personnes. Nous exigeons la libération immédiate et inconditionnelle des personnes arrêtées.

L'opposition à la nouvelle vague d'arrestations, portée par de nombreux groupes sociaux et personnalités épriSES de liberté, ainsi que par divers militant·es progressistes et des droits sociaux, a pris une ampleur considérable... →

← D'autre part, l'ampleur de la répression et des arrestations augmente de jour en jour. Un grand nombre de chercheur·es et traducteurs/trices exerçant des activités légales et publiques ne sont pas à l'abri de la répression. Plus les crises du pouvoir s'intensifient, plus l'appareil d'Etat, au lieu de répondre aux besoins fondamentaux du peuple travailleur, resserre davantage l'étau des restrictions sur les libertés sociales et civiles.

Leurs activités sociétales, ainsi que leurs prises de position politiques ont poussé les responsables judiciaires et sécuritaires à les combattre, et à emprisonner des défenseurs/euses de la liberté sous des accusations fallacieuses telles que « l'atteinte à la sécurité nationale ». La violation du domicile et de la vie privée des citoyen·nes, ainsi que l'augmentation du nombre de convocations et d'arrestations, constituent une restriction des libertés. Elles constituent des actes de répression des forces politiques progressistes épriSES de liberté. Elles doivent être immédiatement stoppées•

13 nov. 2025

- » Syndicat des ouvriers de la canne à sucre de Haft Tappeh
- » Comité de coordination pour aider à la création d'organisations syndicales
- » Travailleurs retraités du Khuzestan
- » Groupe de l'union des retraités



MORT SUSPECTE DE KHOSRO ALIKORDI, UN AVOCAT DES DROITS HUMAINS AU CŒUR DE LA LUTTE CONTRE LA REPRESSION



Dans le monde des prisonniers.es politiques d'Iran et des familles endeuillées, Khosro Alikordi était un point de référence crucial. Agé de 46 ans, c'était un avocat spécialisé en droits humains. Il était basé à Mashhad et membre du barreau du Khorasan – l'organisme professionnel régional qui délivre les licences et supervise les avocat.es dans le nord-est de l'Iran. Il avait consacré les dernières années de sa vie à défendre celles et ceux que la République islamique cherche le plus à réduire au silence : les manifestant.es du soulèvement « Femme, Vie, Liberté » de 2022–2023, les dissident.es politiques et les familles réclamant justice pour leurs enfants tué.es.

Parmi ses client.es figuraient la famille d'Abolfazl Adinezadeh, un adolescent abattu pendant les manifestations, ainsi que l'activiste politique emprisonnée Fatemeh Sepehri, dissidente de longue date et critique virulente de la direction de la République islamique, qui purge aujourd'hui une lourde peine pour des motifs politiques. Pour de nombreux/es autres détenu.es « anonymes » et leurs proches, il était la personne qui répondait au téléphone, se présentait au tribunal et insistait sur les garanties légales de base dans un système conçu pour les leur refuser.

Le prix à payer était élevé. Dans les mois précédent sa mort, Alikordi subissait une pression croissante de la part des instances judiciaires et sécuritaires. Le « tribunal révolutionnaire » de Mashhad et le tribunal disciplinaire du barreau du Khorasan s'en prenaient à lui pour ce qui devrait constituer le cœur du métier d'avocat : défendre ses client.es et faire entendre leurs droits. En décembre 2024 – janvier 2025, il a été condamné à un an de prison, deux ans d'interdiction d'exercer le métier d'avocat, deux ans d'interdiction de voyager, et deux ans d'interdiction d'activité en ligne. Pourtant, selon tous les témoignages, il a continué à travailler avec les familles des victimes et à participer chaque mardi à la campagne « Non aux exécutions » – en la soutenant publiquement, en représentant certain.es prisonnier-es menacé.es d'exécution, et en aidant à faire entendre, jusqu'au jour de sa mort, leurs revendications en-dehors des murs de la prison.

Une mort soudaine dans un bureau scellé

Dans la nuit du jeudi 4 au vendredi 5 décembre 2025, Alikordi a été retrouvé mort dans son bureau à Mashhad. Les autorités ont rapidement annoncé que la cause de son décès était un « arrêt cardiaque ». La police a immédiatement mis son bureau sous scellé.

Officiellement, il s'agit d'une mort naturelle subite. Mais en réalité presque rien ne semble si naturel que cela : Il s'agissait d'un avocat dans la force de l'âge faisant l'objet de poursuites judiciaires en cours. De nouveaux « dossiers » contre lui étaient en préparation. Il avait été retrouvé sans vie dans un espace professionnel sous surveillance des autorités, qui a ensuite été placé sous scellé par les forces de sécurité. Ses funérailles, organisées le 7 décembre à Sabzevar, se sont déroulées sous une forte présence sécuritaire, malgré l'affluence de la foule venue lui dire adieu. Son frère, Javad Alikordi, a parlé publiquement des années de pressions sécuritaires, des affaires en cours et des périodes de détention de son frère.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) Quelques heures après l'annonce de sa mort, des messages ont commencé à circuler émanant de défenseurs/euses des droits humains et de familles de victimes. Les lauréates du prix Nobel de la paix Shirin Ebadi et Narges Mohammadi ont toutes deux rendu hommage à cet avocat qui consacrait son travail aux « prisonniers/ères anonymes et vulnérables » plutôt qu'aux affaires politiques médiatisées. L'avocat Babak Paknia a publié une capture d'écran de son dernier échange avec Alikordi et a écrit qu'« ils ne l'ont pas laissé tranquille jusqu'au tout dernier moment », faisant référence aux nouvelles tentatives de fabrication de charges contre lui.

Pris dans leur ensemble – le récit officiel d'un « infarctus », le cordon de sécurité autour de son bureau, sa récente condamnation et le harcèlement qu'il subissait, le schéma de pressions exercées sur les avocats des droits humains – ce décès présenté par les autorités comme une mort naturelle est une mort profondément politique.

Un avocat du mouvement « Non aux exécutions »

Le choc de la mort d'Alikordi a été particulièrement ressenti à l'intérieur des prisons iraniennes. Depuis près de deux ans, les prisonnier-es politiques et ordinaires ont soutenu la campagne hebdomadaire de « Non aux exécutions » : des grèves de la faim hebdomadaires coordonnées dans des dizaines de prisons, comme Evin (à Téhéran), Ghezel Hesar (à Zahedan), Rasht et Sanandaj. Ces grèves, auxquelles ont participé à différents moments des détenu.es poursuivi.es pour des charges très diverses, ont fait du mardi un jour récurrent de refus collectif de la machine de mort.

Dans son 98^e communiqué hebdomadaire, la campagne a rapporté que des prisonnier.es de 55 prisons avaient rejoint la grève de la faim. Elle a documenté une explosion des exécutions : 95 personnes pendues en une seule semaine, dont deux femmes, et plus de 200 exécutions au cours des 17 premiers jours de septembre. « Dans l'Iran d'aujourd'hui », affirmait le communiqué, « l'exécution n'est pas une peine mais un crime organisé et une violation systématique du droit à la vie. »

Ce texte, a également pleuré Alikordi comme l'un des leurs : un avocat « en quête de justice » – quelqu'un dont le travail ne se limite pas à la procédure légale, mais s'inscrit dans la lutte plus large pour la justice et la responsabilité. Il avait été un allié de la campagne et faisait partie des rares professionnel.les du droit qui tentaient systématiquement de défendre celles et ceux ceux confronté.es à la peine de mort ou à des accusations de représailles.

Pour les prisonnier.es qui voient leurs codétenu.es emmené.es à l'aube pour être exécuté.es, un avocat comme Alikordi n'est pas seulement un prestataire de services professionnels ; il représente un fragile lien avec le monde extérieur, un témoin capable de faire porter leurs récits au-delà des murs de la prison. Sa mort soudaine, officiellement présentée comme un simple arrêt cardiaque, se lit donc, de leur point de vue, comme un nouvel acte du même drame : un État qui met à mort, terrorise les personnes traînées au tribunal et poursuit ses opposant.es.

Les avocat-es réagissent : 82 signataires exigeant la vérité

Si les prisonnier.es politiques ont répondu par le deuil et la colère, la communauté juridique a réagi par une alarme quasi publique. Un groupe de 82 avocat.es, issu.es de différentes villes et courants politiques, a signé une déclaration publique de solidarité avec la famille d'Alikordi et exigé une enquête approfondie, technique et impartiale sur les circonstances de sa mort.

Parmi les signataires figurent des avocat-es des droits humains de premier plan tels que Nasrin Sotoudeh, Abdolfattah Soltani, Amir Raisian et Mohammad Seyfzadeh – des personnalités qui savent elles-mêmes ce que signifie être ciblé.e pour avoir exercé leur métier. Leur lettre décrit Alikordi comme un « avocat digne et honorable » dont la disparition constitue « un coup douloureux et irréparable pour la communauté juridique du pays ».

La déclaration appelait explicitement à :

- Une enquête approfondie menée par des experts sur la cause du décès ;

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente)

- La communication rapide à sa famille de tous les documents et rapports médicaux/juridiques ;
- Une transparence totale et une clarification « sans ambiguïté ni omission.

Les signataires déclarent également leur disponibilité, en tant que professionnel.les du droit, pour accompagner la famille dans tout processus de recherche de la vérité et pour mettre leur expertise au service de la défense des droits des familles et de l'accès à l'information. Entre les lignes, le message est clair : l'explication officielle en une phrase mentionnant un « infarctus » ne suffit pas et, dans le contexte de répression continue des avocat-es des droits humains, la confiance dans le récit des autorités est extrêmement faible.

Cette intervention collective de 82 avocat.es a une portée importante. Elle refuse de considérer la mort d'Alikordi comme un malheur isolé et la relie plutôt à une question structurelle : les avocat-es qui défendent des prévenu.es politiques peuvent-ils/elles espérer une réelle sécurité, ou deviennent-ils /elles aussi des cibles en nombre croissant – par le biais de poursuites, d'interdictions, d'emprisonnements et désormais de décès inexpliqués ?

Ce que la mort de Khosro Alikordi nous révèle

Plusieurs fils se rejoignent dans l'histoire de Khosro Alikordi.

D'abord, il incarne l'espace de plus en plus restreint accordé à la défense juridique dans les affaires politiquement sensibles. Lorsqu'un avocat peut être poursuivi pénallement, interdit d'exercer et faire l'objet de nouveaux « dossiers » simplement pour avoir représenté des familles de manifestant.es ou s'être opposé.e aux exécutions, le droit à la défense devient en grande partie fictif. La mort de Khosro Alikordi, survenue dans ces conditions, souligne à quel point ces avocat.s sont exposé-es.

Ensuite, les réactions qu'elle a provoqué – depuis les prisonnier.es en grève de la faim dans 55 prisons jusqu'aux 82 avocat.es à l'extérieur de celles-ci – montrent l'émergence d'un écosystème fragile mais réel de résistance. Prisonnier.es politiques, détenu.es ordinaires, familles endeuillées, avocat.es des droits humains comme Narges Mohammadi et personnalités en exil comme Shirin Ebadi n'agissent pas isolément ; ils et elles lisent les déclarations des un.es et des autres, répondent à travers murs et frontières, et se reconnaissent mutuellement comme parties intégrantes d'une même lutte.

Troisièmement, la manière dont la mort de Khosro Alikordi a été traitée par les autorités s'inscrit dans un schéma bien connu : explication rapide et médicalisée, mise sous scellé de la scène par les forces de sécurité, et absence de communication transparente avec la famille ou le public. C'est un schéma qui alimente les soupçons, non seulement dans ce cas précis mais dans chaque décès inexpliqué survenant sous pression.

Enfin, l'histoire d'Alikordi relie deux crises centrales de la République islamique : la crise de la vie et la crise du droit. D'un côté, un État qui utilise les exécutions à grande échelle et gouverne par la peur de la mort. De l'autre, un système juridique dans lequel celles et ceux qui tentent de défendre les condamné.es ou les familles endeuillées sont également puni-es et, dans certains cas, meurent dans des circonstances qui appellent des réponses.

Les client.es de Khosro Alikordi devront désormais se battre sans lui. Les prisonnier.es qui ont participé à la 98^e grève de la faim du mardi « Non aux exécutions » l'ont fait dans un pays où, en un peu plus de deux semaines, plus de 200 personnes ont été exécutées. Les 82 avocat-es qui ont signé la demande de vérité savent que leur propre sécurité n'est pas garantie.

C'est précisément pour cette raison que la mort de Khosro Alikordi dépasse cette tragédie individuelle. Elle devient un test : celui de savoir si la communauté juridique et la société dans son ensemble peuvent obtenir même une transparence minimale d'un système qui préfère la répression et l'opacité – et si la fragile ligne de front des avocat.es en quête de justice en Iran peut survivre suffisamment longtemps pour continuer à défendre celles et ceux qui n'ont personne d'autre pour les aider.●

LES FUNERAILLES D'ALIKORDI DEVIENNENT UNE OCCASION D'ACTION CONVERGENTE DES VOYOUS MONARCHISTES ET DU REGIME ISLAMIQUE



Le 12 décembre 2025, lors de la cérémonie d'hommage au courageux avocat Khosro Alikordi, plus de 50 militant-es des droits civiques et sociaux, ainsi que du monde de la culture ont été arrêté-es par les forces de sécurité du régime islamique. Certain-es participant-es, dont Narges Mohammadi et Sepideh Gholian, ont été agressé-es physiquement par des forces de sécurité ainsi que par des nervis armés de matraques, scandant des slogans monarchistes et fascistes comme « Vive le Chah » et « Mort aux trois corrupteurs : le mollah, le gauchiste et le Moudjahidine ».

Ces violences révèlent la peur du régime face à la convergence croissante des militant-es des droits civiques et sociaux. Celui-ci recourt systématiquement à la répression pour maintenir son pouvoir. En parallèle, l'opposition monarchiste et ses soutiens étrangers exploitent ces événements pour promouvoir leur influence, tandis que des campagnes en ligne ciblent les militant-es indépendant-es.

SSTI condamne fermement ces violences et exige la libération immédiate et inconditionnelle des personnes arrêtées. Le soulèvement « Femme, Vie, Liberté » ne peut réussir sans libertés inconditionnelles pour l'ensemble de la population. Toute restriction de ces droits sert le fascisme naissant. L'histoire iranienne montre le prix tragique de la conditionnalité des libertés : il ne faut pas répéter ce désastre•



Communiqué du Syndicat des Travailleurs/euses de la Compagnie des autobus de Téhéran et de sa banlieue

ANISHA ASADOLLAHI DOIT ETRE LIBEREE

Anisha Asadollahi, enseignante, traductrice et soutien du mouvement ouvrier, condamnée à cinq ans et huit mois de prison injuste pour deux chefs d'accusation « rassemblement et collusion contre la sécurité nationale » et « propagande contre le régime » est toujours détenue en prison.

En mai 2022, un grand nombre de militants ouvriers et enseignants, dont Anisha Asadollahi, ainsi que plusieurs membres du Syndicat des Travailleurs/euses de la Compagnie des autobus de Téhéran(Vahed) et du Conseil de coordination des organisations professionnelles des enseignants d'Iran, ont été arrêtés par les forces de sécurité et poursuivis en justice.



Parallèlement, deux syndicalistes français, Cécile Kohler et Jacques Paris, membres de la « Fédération nationale de l'enseignement, de la culture et de la formation professionnelle – Syndicat Force ouvrière (FO) » de France, qui s'étaient rendus en Iran à des fins touristiques et avaient rencontré ouvertement, dans un cadre amical, plusieurs enseignants et membres de syndicats, ont été arrêtés sur la base d'accusations mensongères et totalement infondées. Depuis lors, l'ensemble des personnes arrêtées ont progressivement été libérées. Heureusement, Davoud Razavi, membre du conseil d'administration du syndicat, a également été libéré le 4 novembre 2025, et des rapports font état de la libération de Cécile Kohler et de Jacques Paris. À l'heure actuelle, la seule personne qui demeure encore en prison dans le cadre de ce dossier monté de toutes pièces et sans fondement est Anisha Asadollahi.

Le Syndicat des travailleurs de la compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue, Syndicat Vahed exige la libération immédiate et inconditionnelle d'Anisha Asadollahi. Nous exigeons également la libération inconditionnelle de l'ensemble des militants ouvriers, enseignants, civils et étudiants

Dans l'espoir de l'instauration de la justice en Iran et dans le monde entier

La solution pour les travailleurs et les personnes laborieuses est l'unité et l'organisation

Syndicat des Travailleurs/euses de la Compagnie des autobus de Téhéran et de sa banlieue (VAHED)

25 Novembre 2025

Communiqué du Syndicat des Travailleurs/euses de la Compagnie des autobus de Téhéran et de sa banlieue

Manifestations populaires contre la vie chère, l'inflation, la forte hausse du taux de change et du prix des pièces d'or

À la suite de la chute brutale de la valeur du rial (la monnaie iranienne) et de l'augmentation vertigineuse du prix du dollar et des pièces d'or, les commerçants de Téhéran ont commencé, depuis dimanche, à organiser des rassemblements dans différents quartiers de la capitale pour protester ; des manifestations qui se poursuivent encore. Lors de ces rassemblements et marches de protestation, un grand nombre de citoyen.nes ordinaires étaient également présent.es et, par leur participation, ont exprimé leur mécontentement face à la vie chère, à la pauvreté et aux difficultés économiques.

Ces manifestations, qui ont d'abord débuté dans le secteur du commerce de la téléphonie mobile et des équipements électroniques, se sont rapidement étendues à différents quartiers de Téhéran, puis à de nombreuses villes, notamment Hamedan, Ispahan, Zanjan, Kerman, Malard, Qeshm, Shiraz, Nourabad-e Mamasani et Kermanshah. Avec participation active et massive d'étudiant.es, ce mouvement de protestation est entré dans une phase plus large et plus nationale. Dans la poursuite de cette vague de contestation, le mardi 30 décembre, des étudiant.es ont organisé des (Lire la suite page 18) →

LE MASSACRE SOCIAL DES IMMIGRE.ES AFGHAN.ES



La migration n'est pas un phénomène nouveau ; c'est une pratique ancienne qui a trouvé sa place dans le cœur de chaque nation — une somme d'histoires, grandes et petites, faites de victoires et de défaites. Pour le peuple afghan, ce récit est empreint de douleur. Il s'agit d'une souffrance historique pour les Afghan.es, un peuple qui, jusqu'à une période relativement récente du siècle dernier, se considérait lié à la terre et à la culture de l'Iran.

Dans sa courte histoire d'indépendance, le peuple afghan a toujours cherché un refuge sûr, et sa première et plus importante destination a constamment été l'Iran. Cette tendance s'est notamment accélérée avec la montée des Talibans, un groupe qui a pris le contrôle du pays pour la deuxième fois et dont le règne se poursuit encore aujourd'hui. Ces dernières années, en particulier depuis 2021, la vague migratoire en provenance d'Afghanistan s'est intensifiée.

A mesure que l'arrivée de migrant.es afghan.es augmentait, l'hostilité d'une partie de la population iranienne envers les migrant.es s'est développée au point que, l'an dernier, des campagnes officielles visant leur expulsion ont été lancées. Au cours de l'année écoulée, et avec le début du mandat du nouveau gouvernement, le plan d'expulsion des « ressortissants étrangers non autorisés » a été inscrit à l'agenda et, à la suite de la guerre de douze jours et sous des prétextes sécuritaires, s'est intensifié. Selon les statistiques officielles publiées par le ministère de l'Intérieur, 1,2 million de personnes ont jusqu'à présent quitté l'Iran, soit « volontairement », soit « de force ».

Néanmoins, certains militants sociaux à l'intérieur du pays, tout en s'opposant soit au principe même de ce plan, soit à ses modalités de mise en œuvre — en particulier aux méthodes d'expulsion — ont soulevé de sérieuses questions à l'attention des décideurs politiques. À ce sujet, nous avons réalisé un entretien avec le Dr Harirchi, sociologue et professeur d'université. Il considère les migrant.es afghan.es comme des demandeurs d'asile ayant émigré en Iran par nécessité et sous contrainte. Selon lui, si la décision est prise qu'ils quittent l'Iran, leurs droits doivent être respectés, plutôt que de les « stigmatiser ».

Après la guerre de douze jours entre l'Iran et Israël, le gouvernement iranien, confronté à l'effondrement de sa structure sécuritaire, a eu recours à des arrestations aveugles et à l'expulsion de plus d'un demi-million de ressortissant.es afghan.es en seulement seize jours. La République islamique a affirmé que ces personnes en situation irrégulière agissaient contre la sécurité nationale et en faveur d'Israël. Il n'est pas crédible que, dans une situation où l'appareil sécuritaire de ce gouvernement n'a même pas été capable de protéger des hauts gradés des Gardiens de la révolution, il ait pu, en l'espace de quelques jours, recueillir des informations aussi détaillées permettant d'identifier et de détenir des centaines de prétendu.es espion.nes...

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) De même, l'affirmation d'une vaste coopération entre des Afghan.es et Israël, ainsi que de la menace qu'ils/elles feraient peser sur la sécurité nationale, n'est pas recevable. Il est évident que, si de telles informations détaillées avaient réellement existé, ces mêmes institutions n'auraient pas échoué de manière aussi humiliante à protéger la vie de leurs plus hauts responsables gouvernementaux et militaires.

Par conséquent, l'expulsion de centaines de milliers de citoyen.nes afghan.es en l'espace d'une période aussi courte ne repose sur aucun fondement sécuritaire justifiable ou acceptable.

L'émergence de cette tragédie humaine, qui peut être considérée comme une forme de nettoyage ethnique ou de génocide social des immigré.es afghan.es en Iran, montre que les actions des autorités légales peuvent être encore plus graves que la discrimination institutionnalisée ; il s'agit là de domaines qui ont reçu relativement peu d'attention de la part des organisations de défense des droits humains.

Ainsi, les immigré.es afghan.es en Iran se trouvent dans un état de suspension juridique, en marge de la loi. Beaucoup d'entre eux/elles demeurent dans cette situation pendant des années, dans l'espoir d'une future légalisation. Durant ce temps, ils/elles sont privé.es du droit au travail légal, à l'éducation, aux soins de santé et à la protection juridique. Toutefois, les conséquences de cette existence dans cette situation de suspension juridique ne se limitent pas à la privation : les Afghan.es en Iran ont été transformé.es en une catégorie population inférieure du fait de nombreuses années de vie en dehors du cadre légal.

En termes de statut social, cette classe hors la loi ne diffère guère des esclaves de l'Empire romain ou d'un système de castes. Les migrant.es afghan.es sans papiers, qui ne sont même pas reconnu.es comme « étranger.es » ou « migrant.es », ne sont perçue.s que comme de simples travailleur/eues manuel.les. Ils/elles restent enfermé.es dans une caste. Ainsi, l'identité afghane est stigmatisée, et ils/elles deviennent les victimes des formes les plus sévères de racisme et de harcèlement.

Au fil des années, le gouvernement iranien n'a pas été en mesure d'établir un cadre légal adapté aux besoins et aux capacités du pays pour accueillir les immigré.es. Par ailleurs, une grande partie de la population iranienne n'a pas non plus accepté que les Afghan.es, en tant que peuple voisin et co-ethnique, puissent occuper une place et un statut légitimes dans la société iranienne. En conséquence, les Afghan.es en Iran se retrouvent pris dans un dilemme : être « expulsé.es en masse » ou vivre dans l'illégalité•

← (suite de la page 16) Manifestations populaires contre la vie chère

rassemblements de protestation dans des universités telles que Lettres, Culture, Sciences et Technologies, Université de Téhéran, Polytechnique, ainsi que dans plusieurs autres établissements universitaires.

Dans son récent communiqué concernant l'augmentation du prix de l'essence, le Syndicat des travailleurs de la Compagnie de bus de Téhéran et sa banlieue (Vahed) avait averti que la mise en œuvre de telles politiques, alors que les travailleurs/euses et les couches défavorisées de la société subissent les pressions économiques et sociales les plus sévères, équivaut à imposer au peuple une nouvelle vague d'austérité impitoyable, qui ne restera pas sans réponse.

Le Syndicat des travailleurs de la Compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue (Vahed) soutient les protestations légitimes du peuple opprimé. Il souligne que les populations défavorisées sont pleinement en droit de descendre dans la rue :

- contre les politiques répressives du pouvoir,
- contre l'attaque généralisée de l'État contre les conditions de vie,
- contre la corruption structurelle et les profondes inégalités de classe,
- pour s'opposer à la vie chère et à l'inflation incontrôlée,
- pour exprimer leur protestation contre l'ensemble du système et des rapports capitalistes.

Le tout en préservant leur indépendance vis-à-vis de tous les courants politiques autoritaires et anti-ouvriers.

La solution pour les travailleurs/euses et les exploité.es réside dans l'unité et l'organisation !

31 décembre 2025

QUAND RESPIRER DEVIENT UN LUXE : LA CRISE NATIONALE DE LA POLLUTION DE L'AIR

Ces derniers temps, un épais brouillard toxique a enveloppé Téhéran et de nombreuses autres villes iraniennes, plongeant le pays dans une véritable urgence sanitaire. Dans la seule capitale, les services d'urgence rapportent que 31 % des interventions récentes étaient liées à la pollution de l'air, et 357 décès ont été enregistrés sur huit jours — des chiffres auxquels la pollution a très certainement contribué.

Mais ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. Selon le ministère de la Santé, au cours de l'année iranienne 1402 (mars 2023 – mars 2024), la pollution a causé 30 692 décès prématurés dans 57 villes, dont 6 939 à Téhéran. La crise n'est plus locale, elle est systémique, affectant la santé, la respiration et la vie quotidienne de dizaines de millions de personnes.

Les causes de l'aggravation actuelle

Plusieurs facteurs de court terme convergent pour amplifier le phénomène : des conditions météorologiques stables avec inversions de température piégeant les polluants, le manque de précipitations, un pic saisonnier de la demande énergétique aggravé par des pénuries chroniques de gaz, et le recours à des carburants très polluants comme le mazout et un diesel à forte teneur en soufre.

Le résultat est dramatique : certaines villes de la province du Khuzestan, comme Ahvaz, Sussanguerd ou Mahchahr, sont classées « malsaines pour tous », tandis que d'autres le sont pour les populations sensibles. La fermeture temporaire d'écoles et le télétravail deviennent presque routiniers.

Un problème politique et infrastructurel

Les données officielles montrent l'ampleur du problème : des centrales électriques brûlent du mazout et un diesel contenant jusqu'à 592 fois plus de soufre que la norme. Pourtant, les lois censées protéger l'air, comme la « Loi sur l'air pur », une législation adoptée en 2017, sont mal appliquées.

Les sanctions internationales aggravent la situation, mais elles n'expliquent pas pourquoi les carburants les plus polluants sont choisis et maintenus, ni pourquoi les lois ne sont pas appliquées : ce sont des choix de politique intérieure.

L'impact économique et social

La pollution n'est pas seulement un problème de santé : elle coûte chaque année au pays environ 5,3 % de son PIB, soit 23 milliards de dollars. Les conséquences sont multiples : décès prématurés, baisse de productivité, érosion du capital humain futur, fuite des talents et déclin de l'attractivité économique des villes les plus polluées....

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente)

Mesures urgentes et solutions

Pour répondre à cette crise, plusieurs mesures doivent être prises :

- Suspendre immédiatement l'utilisation de mazout et de diesel très polluant dans les centrales énergétiques et les industries proches des zones urbaines.
- Rendre publiques les données sur les carburants et les émissions, et installer des stations de surveillance dans toutes les zones touchées.
- Fermer temporairement écoles et bureaux lors des journées critiques, avec un soutien réel au télétravail et à l'enseignement à distance.
- Investir massivement dans les transports publics propres et abordables dans toutes les grandes villes, et moderniser les industries les plus polluantes.

Enfin, la lutte pour un air pur ne peut se limiter aux mesures individuelles — masques et purificateurs — mais doit devenir une revendication collective. Exiger transparence et responsabilité des industries, relier les expériences individuelles des citoyen·nes et refuser le récit d'une pollution « naturelle », sont essentiels pour briser ce cercle vicieux.

Respirer est un droit, pas un privilège

La crise de la pollution de l'air en Iran révèle une inégalité toxique : certains respirent en sécurité, d'autres paient de leur santé et de leur avenir. Lutter pour un air pur, à Téhéran, Ahvaz, Qazvin, Karaj ou Mashhad, c'est remettre en question un modèle énergétique et urbain qui transforme un acte vital en enjeu politique. Un État responsable doit agir maintenant, avant que respirer ne devienne un luxe que seuls les plus privilégié·es peuvent se permettre. La seule solution que les bandes mafieuses et les bourreaux régnant sur le pays, ont trouvée était « Priez pour qu'il pleuve ! »•

GREVE DES TRAVAILLEURS DE LA MINE D'OR DE ZARREH-SHOURAN A TAKAB

Le samedi 27 décembre 2025, la grève des travailleurs de la mine d'or de Zarreh-Shouran à Takab a entamé son quinzième jour. Malgré cela, les revendications des travailleurs restent sans réponse. L'employeur et les responsables locaux s'efforcent, en ignorant cette grève et les demandes des travailleurs, d'user leur lutte par l'épuisement et de les contraindre à y mettre fin sans satisfaction de leurs revendications.



Cependant, les travailleurs demeurent fermes et déterminés et continuent d'insister sur la satisfaction de leurs revendications légitimes, visant à améliorer leurs conditions de travail et de vie.

Quatre cents chefs de famille travaillent dans la plus grande mine d'or du pays et produisent une richesse immense, mais ils sont eux-mêmes plongés dans la pauvreté et la misère, et aucune instance responsable ne prête attention à leurs protestations. Face à l'employeur et à la collusion des institutions gouvernementales avec son injustice et son oppression, les travailleurs de la mine restent unis et déterminés, et élèvent la voix pour réclamer leurs droits.

Ils ont déclaré avec fermeté qu'ils ne renonceront ni à la protestation ni à la grève tant qu'ils n'auront pas obtenu leurs droits légaux et humains•

30 décembre 2025

1344 kolbars tués ou blessés entre 2017 et 2024



Selon les statistiques de *Kolbarnews*, au cours des six années écoulées entre 2018 et 2024, 341 kolbars ont été tués dans les zones frontalières du Kurdistan, et 1 003 autres blessés. Sur ces 1 344 victimes, 998 (soit 74 %) avaient fait l'objet de tirs militaires directs.

Selon la même source, au cours du premier semestre de l'année 2025, 17 kolbars sont morts dont 2 mineurs, et 20 autres blessés. Ces événements tragiques ont eu lieu dans les régions frontalières de l'Azerbaïdjan occidental, du Kurdistan, de Kermanshah et d'autres provinces. Ils résultent principalement de tirs directs de l'armée, de l'explosion de mines terrestres, d'avalanches, d'engelures, et d'accidents de la route.

Kolbar

Le terme « kolbar » est utilisé par les habitant-es du Kurdistan pour désigner les personnes qui pour gagner leur vie transportent des marchandises sur leurs épaules, en franchissant les frontières.

Le mot « kolbar », désormais familier dans le lexique des populations vivant dans l'espace géographique de l'Iran, incarne la souffrance et les douleurs incessantes infligées aux corps d'individus victimes de la discrimination systématique qui prévaut dans les régions frontalières de l'ouest et du nord-ouest de l'Iran.

Il s'agit de l'une des formes de travail les plus dangereuses, les moins rémunérées et les plus pénibles dans les zones frontalières ; elle peut être qualifiée de « forme moderne d'esclavage ».

Il convient de souligner que cette activité n'est pas apparue du jour au lendemain ; elle est au contraire le résultat de multiples facteurs. En réalité, elle peut être considérée comme la conséquence du chômage, de la pauvreté, de conditions économiques défavorables, de l'absence d'industries et de l'absence de création d'emplois, de la répartition inégale des richesses, du sous-développement et des contraintes sécuritaires dans les régions frontalières •

L'état de santé de la prisonnière kurde Zeinab Jalalian se détériore

Récemment, l'état de santé de Zeinab Jalalian s'est considérablement dégradé. Son état de santé ne cesse de se détériorer en raison du manque de nourriture et de médicaments, ainsi que de soins médicaux adéquats en prison. Le 25 février, elle a été condamnée à mort pour « activités contre la sécurité nationale » et « hostilité envers Dieu (moharebe) ». Cependant, une Cour d'appel a commué sa peine en emprisonnement à vie.



Après son arrestation, elle a été torturée, notamment par des passages à tabac les yeux bandés, des flagellations sous les pieds, des menaces de viol et une longue détention en isolement, dans le but de la contraindre à avouer qu'elle était membre du parti kurde PJAK. Bien que son engagement social et éducatif ait été soutenu par le PJAK, aucune preuve ne montre qu'elle ait fait partie de sa branche armée.

Nous, exprimons notre profonde inquiétude quant à la vie et au bien-être de Zeinab Jalalian, militante kurde des droits des femmes et prisonnière politique, incarcérée depuis plus de 17 ans — soit la majeure partie de sa vie adulte. Zeinab est la prisonnière politique la plus anciennement détenue en Iran, et la seule femme prisonnière politique du pays condamnée à la réclusion à perpétuité.

Malgré des inquiétudes sérieuses causées par ses pathologies potentiellement mortelles, les autorités iraniennes lui ont à plusieurs reprises refusé l'accès à des soins médicaux adéquats. Zeinab souffrirait en effet de problèmes rénaux et gastro-intestinaux, d'une grave maladie de l'oeil (ptérygion), de fièvre aphteuse, et d'infections dentaires. En outre, depuis juin 2024, elle éprouverait des douleurs abdominales atroces et souffrirait d'au moins dix fibromes utérins, provoquant de graves hémorragies. L'un des rares médecins qu'elle a été autorisée à consulter aurait alerté sur la possibilité d'un cancer de l'utérus et sur la nécessité éventuelle d'une intervention chirurgicale, mais elle n'a pas pu bénéficier d'examens médicaux complémentaires permettant d'établir un diagnostic précis.

Zeinab doit faire l'objet d'examens médicaux appropriés, d'un diagnostic précis et bénéficier de soins adéquats afin de prévenir des atteintes irréparables à sa santé et à son intégrité personnelle.

De nombreux expert.es et instances des Nations unies ont condamné sa détention et les traitements qui lui sont infligés. Le 1er mai 2025, neuf rapporteurs spéciaux de l'ONU ont exprimé de graves préoccupations concernant la prolongation arbitraire de sa détention, la dégradation de son état de santé ainsi que les allégations de torture et d'autres formes de mauvais traitements. Ils ont exhorté les autorités iraniennes à lui garantir immédiatement des soins médicaux appropriés dans un hôpital civil, soulignant que « le temps presse ».

Nous appelons également la communauté internationale — y compris les organes de l'ONU et les États membres — à intensifier la pression sur les autorités iraniennes. Malgré des années de constats et d'appels urgents, le gouvernement iranien a refusé de se conformer à ses obligations en matière de droits humains. Une action internationale coordonnée et soutenue est désormais essentielle pour protéger la vie et l'intégrité personnelle de Zeinab•

Libérer tous les travailleurs emprisonnés!

LA CAMPAGNE « LES MARDIS CONTRE LA PEINE DE MORT » ENTRE DANS SA CENTIEME SEMAINE

En entrant dans sa centième semaine, la campagne « Les mardis contre la peine de mort » est devenue l'une des formes de résistance les plus durables et les mieux organisées des prisonnier.es contre la peine capitale en Iran. Cette campagne, née au sein de la prison de Ghezel Hesar, s'est aujourd'hui étendue à plus de 55 prisons à travers le pays.



Ce mouvement de protestation, à travers des moyens tels que la grève de la faim hebdomadaire, la publication régulière de communiqués et la solidarité collective entre les détenu.es, s'efforce de faire entendre la voix des condamné.es à mort au-delà des murs des prisons, dans l'espace public de la société — une voix qui insiste sur un principe non négociable : le droit à la vie.

« Les mardis contre la peine de mort » ne constituent pas simplement une protestation contre quelques dossiers particuliers, mais une critique fondamentale d'un système pénal fondé sur la violence, mettant en lumière les conséquences humaines, morales et irréversibles de la peine de mort.

Cette mobilisation en est à sa centième semaine : cent semaines de grève de la faim du mardi, cent semaines d'alerte et cent semaines de résistance de prisonnier.es qui se sont dressé.es face à une sentence sans retour possible. Ce moment est à la fois celui du bilan du chemin parcouru et le seuil de la transformation de cette protestation en une revendication globale, aux niveaux national et international.



Campagne de Solidarité avec les travailleurs d'Iran

La lutte de la classe ouvrière constitue un enjeu central dans l'issue de l'affrontement en cours en Iran contre le régime dictatorial. Les travailleur/euses qui se lancent dans des actions grévistes sont sévèrement réprimé.es. Arrêté.es, ils/elles sont aussi licencié.es, doivent faire face aux tortures et à des frais de justice exorbitants. Afin de les soutenir et de contribuer à la prise en charge des frais de justice et d'avocats, Solidarité Socialiste avec les travailleur/euses en Iran lance une campagne de solidarité financière. Il s'agit de développer une solidarité internationaliste concrète avec celles et ceux qui luttent courageusement dans des conditions difficiles.

Les dons peuvent être versés sous forme de chèques (en euros seulement et payables en France), par virements bancaires directement au compte de notre association.

Banque : CREDIT MUTUEL

IBAN :FR 76 10278 06069 0002063780164

BIC / SWIFT : CMCI FR 2A

Compte au nom de : Solidarité avec les travailleurs Iraniens

Iran : Au moins 260 prisonnier.es exécuté.es en novembre 2025

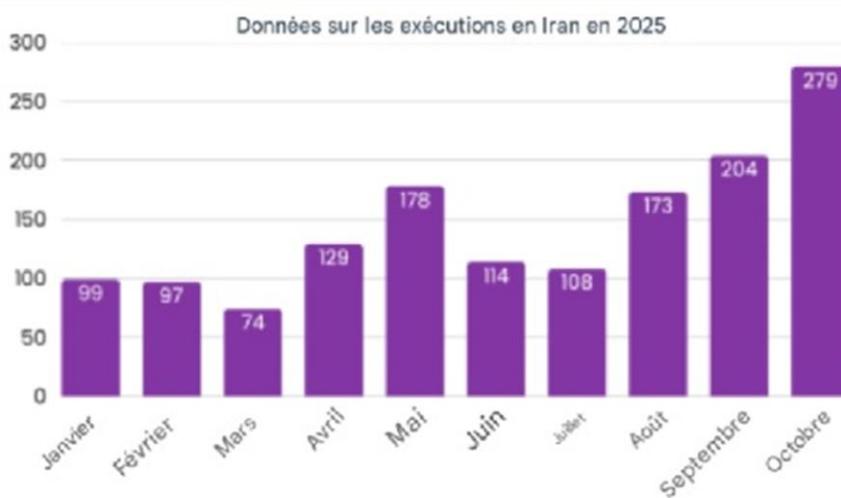
En novembre 2025, au moins 260 prisonnier.es ont été exécuté.es dans les prisons iraniennes, soit une augmentation de 106 % par rapport à novembre 2024, marquant le nombre mensuel le plus élevé enregistré en Iran depuis vingt ans. La majorité des exécutions sont restées non annoncées officiellement, certaines ayant été réalisées en secret sans prévenir les familles. Parmi les prisonnier.es exécuté.es, 43 étaient Lor, 35 Kurdes, 22 Turcs et 13 Arabes, soulignant la présence de membres minorités ethniques parmi les victimes. En Iran, la peine de mort est un outil central de domination, de répression et de terreur d'Etat.



RAPPORT MENSUEL - OCTOBRE 2025

STATISTIQUES ANNUELLES TOTALES :

1455



RECORD D'OCTOBRE :

279, dont

8 FEMMES

7 PERSONNES POLITIQUES

**1 DÉLINQUANTS
MINEURS**

@IranHumanRightsMonitor

NON A LA PEINE DE MORT

